

If not for profit,
for what and how?

S O C I A L
E N T E R P R I S E

Réflexions autour de la construction théorique de l'Économie Sociale et Solidaire: entre l'émancipation et la critique

Carolina Orquiza CHERFEM

EMES-SOCENT Conference Selected Papers, no. LG13-24

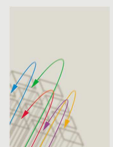
4th EMES International Research Conference on Social Enterprise - Liege, 2013

Interuniversity Attraction Pole (IAP)
on Social Enterprise (SOCENT) 2012-2017

and



 **EMES network**



© Carolina Orquiza Chermem 2013. EMES-SOCENT Conference Selected Papers are available on the EMES website (www.emes.net) and on the SOCENT website (www.iap-socent.be). These papers do not undergo any editing process. They are published with the support of the Belgian Science Policy Office, within an Interuniversity Attraction Pole (IAP) on social enterprise entitled "If not for profit, for what? And how?".

INTRODUCTION

L'Economie Solidaire acquiert, actuellement, de plus en plus de pertinence sociale par ses propositions pour créer des emplois et des revenus, pour développer un commerce équitable, et, par ses tentatives de mettre en place des alternatives et des solutions à l'exclusion sociale. Elle gagne lentement du terrain dans les projets gouvernementaux en Europe et en Amérique latine. En France, par exemple, l'Economie Solidaire (ES) est liée à deux ministères, celui de l'Economie et des Finances, et celui des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la vie communautaire. Au Brésil, l'ES fait partie d'un programme gouvernemental appelé «Brésil sans misère», et, est liée à un Secrétariat de l'Economie Solidaire au sein du Ministère du Travail.

Cependant, le terme d'« Economie Solidaire » a été largement débattu, dans les milieux universitaires, par différents théoriciens qui critiquent sa polysémie et questionnent ses objectifs et intentions réels (Castel, 2005; Quijano 1998).

En fait, on observe une très grande diversité de pratiques comprises dans l'Economie Solidaire, dont les discours et actions sont souvent bien distinctes les unes des autres. Ces pratiques sont divisées entre les associations, les coopératives, les ONG, les OSCIPs au Brésil (Organisation de la société civile d'intérêt public), les SCOPs (sociétés coopératives et participatives) et les Mutuelles de Santé en France, pour ne citer que quelques formes d'organisation juridique.

Ainsi, se posent les questions suivantes : comment peut-on caractériser l'Economie Solidaire face à une telle diversité de modèles possibles? Quelles sont les distances entre la manière dont cette économie a été pensée et idéalisée (par ses théoriciens et par le mouvement social) et la façon dont elle est développée en pratique? Et finalement, comment la recherche nous aide à mieux la définir?

En passant en revue les recherches sur le sujet, on trouve un certain désaccord entre les théoriciens qui s'intéressent à la question. On observe les chercheurs qui comprennent l'ES comme ayant des idéaux d'émancipation et de justice sociale (Paul Singer, 2000, 2002; Coraggio, 2000, 2003; Gaiger, 2003, 2004; Laville, 1994, 2005; Caillé, 2003); et ceux qui la voient comme un phénomène éphémère, sans grande capacité à promouvoir une transformation sociale (Castel, 2005; Quijano, 1998; Faria, 2009).

Cet article se consacrera donc à ces distinctions. Dans la première partie, il s'agira d'aborder les principales théories des auteurs qui considèrent l'ES comme une émancipation sociale. Il est à noter qu'il ne s'agit pas d'auteurs qui ne sont pas critiques de l'ES, mais qui, même en faisant des critiques, soulignent ses possibilités et discutent ses modèles. Certains l'interprètent comme une possibilité de transformation sociale, tandis que d'autres l'envisagent comme une modification de la forme d'organisation du travail au sein des entreprises solidaires, soulignant, en particulier, leurs tentatives de créer des alternatives de travail et de consommation, allant ainsi à l'encontre des valeurs de compétition et d'exploitation du capitalisme.

Dans la deuxième partie, l'article se consacrera aux critiques des auteurs qui comprennent l'ES comme un phénomène éphémère et par conséquent, comme du travail précaire. Dans ce groupe, on trouve notamment des auteurs qui l'analysent comme une stratégie pour combler les rôles sociaux délaissés par l'Etat, et, comme une tendance à corroborer les principes néolibéraux et à promouvoir un travail dépourvu de droits. Ainsi, ces auteurs critiquent la promesse d'une transformation qui serait atteinte par l'autogestion.

Après ces aspects critiques, la troisième et dernière partie de l'article présentera les réflexions de l'auteur José Henrique Faria (2009) sur les Organisations Sociales Productives (OSP) de l'Economie Solidaire. Ce terme est utilisé pour décrire les expériences qui cherchent à développer le travail collectif à l'intérieur des contradictions du capitalisme, sans prétendre représenter un changement au

cœur du mode de production capitaliste. A partir de nouveaux éléments, l'auteur propose une définition de ce que pourrait être l'ES en référence à ces OSP.

De cette manière, l'article essaye de faire un bilan des théories constitutives de l'ES, en référence à des auteurs européens et latino-américains, surtout brésiliens, afin de contribuer à une meilleure conceptualisation de ce phénomène, et, d'identifier ses possibilités réelles de développement, dans le contexte actuel.

1. L'ECONOMIE SOLIDAIRE COMME EMANCIPATION SOCIALE

Le premier auteur, mis en évidence dans cet article, est Paul Singer, un précurseur de l'Economie Solidaire au Brésil et l'actuel secrétaire du Secrétariat National de l'ES - SENAES. Singer (2000-a) fonde l'Économie Solidaire en tenant compte des processus historiques à l'oeuvre dans les coopératives ouvrières issues des luttes de résistance contre la révolution industrielle, comme dans les expériences britanniques au début du XIXe siècle, inspirées par Robert Owen et ses projets de villages coopératifs¹. L'auteur explique également que le coopérativisme trouve ses origines dans l'expérience de Rochdale, une société coopérative qui est devenue la mère des coopératives modernes².

Cependant, bien qu'en reprenant ses racines historiques, Singer (2003) croit percevoir que le coopérativisme émerge désormais dans un contexte nouveau, apparu dans les années 90 au Brésil, à la suite d'un chômage endémique, entraînant une déréglementation de l'économie et des mouvements de libération du capital (Singer, 2003, p. 117).

En tenant compte de ce nouveau contexte, l'auteur a élargi la discussion sur les coopératives en termes d' « Economie Solidaire ». Il a adopté aussi le terme d'*entreprises solidaires* pour désigner les expériences réalisées dans la même période, qui ne se limitaient pas au coopérativisme, mais s'étendaient déjà à des associations, des banques de crédits, des foires d'échanges, etc. Il s'agissait d'une période pendant laquelle l'ES a commencé à devenir une problématique importante, apparaissant comme un secteur à part entière, « digne d'intérêt spécial » et surtout, comme un objet de recherche (Lechat, 2004, p.27).

En fait, les expériences de l'ES existaient déjà avant la dénomination spécifique de ce type d'économie, mais elles ont émergé, aux côtés du coopérativisme, sous des noms comme « économies populaires ou informelles » (ibid.). Selon Lechat (2004), les premières références à l'Économie Solidaire sont les résultats de mouvements de travailleurs, réagissant au chômage de masse avant la fermeture de nombreuses entreprises au début des années 90. En 1991, le mouvement syndical, en particulier la CUT, pour le cas brésilien (Centrale unique des travailleurs), a commencé à soutenir la création de coopératives de production par les travailleurs d'entreprises en faillite, cherchant à sauver leurs emplois. Déjà en 1994, l'ANTEAG - Association Nationale des Travailleurs des entreprises d'autogestion et de participation à l'actionariat - a été créée pour soutenir et renforcer la formation, la construction et le développement des entreprises autogérées par les travailleurs.

¹ Dans les propositions d'Owen, le gouvernement britannique devrait investir de l'argent dans le « fond des pauvres », qui servirait à l'achat de terrains pour la construction des « villageoises coopératives ». Celles-ci, à leur tour, permettraient aux gens de produire le nécessaire à leur propre subsistance, et d'en organiser la production et la consommation (Singer, 2002, p. 25), avec l'idée que le surplus du travail pourrait être échangé entre les villages. Mais dans la seconde moitié du XIXe siècle, le gouvernement britannique a refusé de mettre en pratique ce plan d'Owen, parce qu'il représentait un changement complet et radical dans le système social, et risquait d'abolir l'entreprise capitaliste à long terme.

² Singer (2002) indique que Rochdale était la mère des coopératives car les participants ont défini huit grandes règles de l'organisation: 1) la société serait gouvernée démocratiquement et chaque membre représenterait une voix, quel que soit le capital investi; 2) elle serait ouverte à tous ceux qui voudraient l'intégrer, et ceci à partir d'un quota minimum; 3) il y aurait une division de l'excédent, pour éviter son appropriation par les investisseurs; 4) l'excédent devrait être réparti entre les partenaires; 5) la société vendrait seulement en vue; 6) elle vendrait des produits purs et de bonne qualité; 7) il y aurait un développement de l'éducation des membres, conformément aux principes des coopératives; 8) la société serait neutre, politiquement et religieusement.

Le Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST) est un autre mouvement au Brésil qui a influencé l'ES depuis sa création. Pour être en mesure d'impliquer les familles dans la lutte en faveur d'une réappropriation de la terre, ce mouvement s'est transformé en différentes coopératives, élargissant et renforçant, en même temps, cette forme d'organisation au Brésil.

Les écrits théoriques de l'ES sont apparus en 1995 dans les publications de Paul Singer, sur les initiatives des entreprises autogérées organisées par l'ANTEAG.

A cette époque, Singer analysait le fait que, face à des taux élevés de chômage et à l'immense inégalité sociale, il n'était plus possible que la population exclue de l'emploi salarié, depuis plus de deux décennies, continue de placer ses espoirs dans une éventuelle restauration « du plein emploi et des droits sociaux que leurs parents avaient conquis » (Singer, 2003, p. 123). Ainsi, à partir de ce moment-là et jusque dans ses écrits actuels, Singer comprend l'économie solidaire comme une issue réaliste et concrète pour la population exclue. Il y voit également des valeurs de démocratie, de solidarité et de coopération.

Singer (2003) traite la question de la coexistence de l'ES et du capitalisme et, la juge possible. Même s'il remarque que ce modèle est loin d'être idéal, il estime qu'il rend possible le sens de la justice pour les groupes de l'économie solidaire, tout en étant immergé dans une société capitaliste. L'auteur affirme que pour vivre dans une économie capitaliste, le modèle coopératif, par essence, est l'égal d'une entreprise capitaliste, à l'exception des règles et de l'organisation internes basées sur des notions d'égalité et de démocratie.

En réfléchissant à ces questions, Paul Singer reconnaît que les expériences de l'ES souffrent du risque de devenir des « simulacres d'entreprises capitalistes », à défaut de se développer dans le respect des processus démocratiques. Ainsi, elles peuvent présenter des règles écrites dans le processus de formation initiale sans jamais les mettre en pratique.

En dehors des difficultés financières, de crédit, de financement et de survie économique, par exemple, l'auteur affirme que, dans de nombreuses tentatives, les gens finissent par s'habituer à leur « nouvelle rémunération » et à entrer dans l'apathie. Ainsi, ils ne s'engagent pas dans le mouvement de lutte présenté par l'ES. Cette situation se confirme lorsque nous observons et analysons de nombreuses entreprises solidaires dans lesquelles il y a un fossé entre les dirigeants engagés et les travailleurs qui sont à la base des coopératives.

Toutefois, l'auteur se montre optimiste dans ses recherches et met en évidence la puissance de la « désaliénation que la propre pratique d'autogestion donne à ses travailleurs », ainsi que la puissance d'une « éducation critique et désaliénante contre la dégénérescence » qui peut se produire dans l'ES (Singer, 2000-b, p.42). L'auteur estime que ce n'est pas l'ES en soi qui apportera un nouveau mode de production, mais qu'elle est l'embryon d'une future économie socialiste et démocratique.

Singer (2000-b, p.44) souligne que ces expériences autogérées sont bien réelles, non seulement au Brésil, mais aussi dans diverses régions du monde. Pour lui, elles peuvent être le résultat de l'avancement du mouvement socialiste sur plusieurs fronts, comme « l'extension de la démocratie », la participation de la population aux créations et orientations des budgets publics, la participation populaire aux gouvernements locaux et régionaux qui peuvent mettre en pratique les « politiques socialistes » et le soutien aux entreprises autogérées, etc.

Ainsi, pour l'auteur, le modèle de l'ES n'est pas le même que celui d'une économie socialiste qui peut apporter un nouveau mode de production. Cependant, ses pratiques, couplées avec d'autres facteurs, peuvent permettre la construction de cette économie démocratique (Singer, 2000-b). Pour l'auteur, l'économie solidaire consiste donc, à être *l'embryon de l'économie socialiste autogérée*.

Dans le débat sur la coexistence entre les économies capitaliste et de Solidarité, on peut souligner les recherches de l'argentin José Luís Coraggio, qui se réfère à l'ES comme une « économie du travail ». Ce serait une forme d'économie sociale qui vise les biens collectifs au détriment de l'individu. D'après l'auteur, elle organise un nouveau système-monde, mais pas nécessairement un nouveau mode de production. Pour une meilleure compréhension de ce mouvement, l'auteur compare l'organisation de l'économie capitaliste à celle de l'économie du travail. Dans la première, la forme dominante s'organise autour des « grands conglomérats, des réseaux et des groupes ayant des intérêts communs », et, dans la seconde, ce sont des « associations, coopératives, réseaux et autres initiatives qui contribueront à l'amélioration des conditions de la *reproduction de la vie de ses membres*» (Coraggio, 2003, p.89).

L'expression de l'auteur « la reproduction élargie de la vie » représente les intérêts de tous les travailleurs qui vivent et produisent l'économie du travail. Ces intérêts sont basés sur les conditions nécessaires pour que les gens aient une vie de qualité, avec différentes opportunités sociales, et qu'ils puissent développer leurs capacités d'agir en différents contextes.

Selon Coraggio, l'économie du travail comprend une série d'activités, dont les coopératives et associations font partie, de même que les personnes (indépendantes) qui travaillent « à leur compte », et les activités de production de biens et de services qui ne passent pas directement sur le marché, comme le travail de soins, de care, le nettoyage, la cuisine, la réparation, le travail fait à la maison, etc. (Coraggio, 2000).

A partir de ces formes d'organisation, Coraggio voit la possibilité de mettre en place et de développer des structures plus efficaces pour ancrer ce qu'il appelle la *reproduction élargie de la vie*. Dans ces structures, il y a donc un « paradigme du développement humain » (Coraggio, 2000, p. 111) et pas nécessairement un paradigme du profit capitaliste.

Ainsi, on observe que Coraggio ne parle pas de l'autogestion ou d'un nouveau système totalisant qui surmonterait le capitaliste, mais il parle d'un système mixte dans le capitalisme, qui serait capable de permettre la reproduction élargie de la vie sociale. Pour se faire, l'auteur souligne la nécessité d'une volonté politique et du soutien de l'Etat.

Dans une autre direction, on trouve la vision de Gaiger (2000, 2004), qui a initié le développement de la théorie de l'Economie Solidaire à partir de l'identification de projets sociaux favorisant l'autonomie des travailleurs, et pas seulement mis en place pour leur assistance. En 1995, Gaiger avait participé au Congrès national de sociologie où il a présenté une étude sur ces projets, qu'il a appelés "entreprises solidaires", se référant à une éventuelle «Economie Solidaire» (Lechat, 2004, p.31).

A peu près à la même époque, des agences se sont créées pour promouvoir les initiatives de l'ES et aider les travailleurs à s'organiser collectivement³. Ce qui a permis à des types d'organisation comme l'Economie Solidaire de se diffuser plus largement.

En analysant théoriquement l'Economie Solidaire, Gaiger comprend l'importance de la réflexion sur différents aspects comme le "potentiel du rôle, de la fonction et de la viabilité" de ce système (Gaiger, 2000, p.179). En ce sens, l'auteur comprend l'importance du rendement d'une entreprise car il peut à lui seul assurer sa reproduction et donc sa continuité. Cependant, l'auteur explique que le soutien de ces agences n'est pas synonyme « d'indépendance financière, ou d'une totale indépendance

³ Parmi ces organismes de financement, les Incubateurs Technologiques de Coopératives Populaires - ITCP se sont démarqués au Brésil. Le premier ITCP a été créé en 1995, à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - UFRJ, où les enseignants et les techniciens du Centre d'études supérieures en ingénierie (Coppe) ont commencé à répondre aux différentes demandes de création de coopératives de travail. Selon Guimarães (2000, p.111), le ITCP Coppe a émergé avec l'objectif d'« utiliser les ressources et les connaissances de l'université pour la qualification, les conseils et la formation des travailleurs dans le développement des activités d'autogestion et d'insertion sur le marché de travail ».

économique et sociale, car cela n'existe dans aucun secteur économique » (Gaiger, 2000, p.180). Selon lui, quand on pense à des entreprises capitalistes, cette relation est évidente, car beaucoup dépendent de l'Etat pour survivre. Avec les entreprises solidaires, il se passe donc la même chose, c'est-à-dire qu'elles ont besoin actuellement de certaines politiques de soutien (Gaiger, 2000, p.180).

L'auteur est d'accord avec le concept de Coraggio, il affirme que la viabilité doit également être examinée à partir du point de vue des besoins des personnes réunies dans les projets et pas seulement, à partir de l'observation de l'accumulation du capital : « la faisabilité se demande si les entreprises solidaires apportent des réponses aux gens qui y sont insérés» (Gaiger, 2000, p. 181).

Gaiger souligne que l'ES n'est pas un nouveau mode de production. Se référant à Marx, l'auteur décrit que le concept de mode de production, c'est-à-dire l'état de développement matériel et humain, a été rendu possible dans un certain contexte historique. Contexte qui s'observe à travers la façon dont les individus s'organisent pour « la production, la distribution et la consommation de biens matériels nécessaires à leur subsistance, et plus précisément, sur la manière dont les relations sociales de production évoluent en cohérence avec un état historique du développement des forces productives » (Gaiger, 2004, p.6).

En revanche, l'auteur parle de «forme sociale de production», qui présente des similitudes avec les relations développées par l'économie paysanne, principalement parce qu'elles sont très différentes des relations du travail salarié. Pour l'auteur, de nombreuses formes de production sociale peuvent coexister dans le même système (la solidarité, le capitalisme, le familial, etc.) La difficulté de cette coexistence est le principal défi posé à ces formes d'organisation, qui ne sont pas hégémoniques, en particulier du point de vue technologique, éducatif et politique.

Il convient de noter que Gaiger est l'un des théoriciens qui marque le passage de la première à la deuxième phase de l'Economie Solidaire. Singer, par exemple, fait partie des auteurs de la phase dite première, qui était fondée sur les premières initiatives de coopération, les associations, le travail collectif informel et sur les entreprises autogérées par les travailleurs. Dans le cadre des études théoriques, les discussions de cette première phase, étaient toujours limitées à des réflexions sur le possible socialisme et sur l'autogestion comme les principales références critiques contre le capitalisme (Lima, 2011).

Dans une deuxième période, on observe l'expansion des initiatives de l'Economie Solidaire par la diffusion des Incubateurs universitaires et publics. Pendant cette période, il a été identifié que l'ES a également mobilisé les syndicats, les églises, les ONG et bien d'autres secteurs de la société civile, ce qui a permis une ouverture et un élargissement des actions et des nouvelles mesures proposées. D'un point de vue théorique, dans cette deuxième phase, il s'agissait d'investir le terrain de la recherche en Economie Solidaire par une grande quantité de recherches empiriques. Le débat a commencé à se concentrer sur des solutions au chômage, représentées par le travail associé et les coopératives. En plus, bien que n'étant pas limité aux coopératives, le débat sur l'ES a « légitimé idéologiquement la séparation entre ce qui serait le nouveau coopérativisme et l'ancien », le premier étant perçu comme une alternative au capitalisme, tandis que le second, a été analysé comme une intégration au marché capitaliste (Lima, 2011, p.7).

La troisième phase a commencé précisément en 2001. C'est à partir du Forum Social Mondial que cette économie s'est organisée en tant que mouvement social. De cette initiative, le Forum National de l'Economie Solidaire a été créé au Brésil en 2003, ancré dans les Forums Régionaux et les Forums nationaux (organisés par l'Etat). Cette même année, Paul Singer a pris ses fonctions au Secrétariat National de l'Economie Solidaire au Brésil - SEANES.

Dans cette troisième phase, l'ES s'est de plus en plus rapprochée de l'Etat, et ainsi, des discussions et des débats français, comme nous le constatons chez des auteurs comme Laville et Caillé.

Ces derniers ne réfléchissent pas à ce que pourrait être l'Economie Solidaire en la détachant des autres domaines sociétaux, car ils ont suivi l'orientation des chercheurs français qui comprennent la nécessité de penser cette économie dans un contexte de société hybride, où l'État, le marché et la société civile se rejoindraient pour défendre la démocratie.

Caillé (2003) analyse que ni le marché ni l'État ne combleront un certain nombre de besoins collectifs contemporains, tels que l'alphabétisation des adultes, les soins pour les malades et les personnes âgées, le besoin de préserver l'environnement, etc. Ces activités, la plupart du temps effectuées par des femmes, ne sont simplement pas assez rentables pour les entreprises, et, elles représentent, pour l'État, l'embauche d'un plus grand nombre d'employés et l'investissement de ressources financières, matérielles et structurelles.

Ainsi, pour l'auteur, ou ces besoins resteront insatisfaits, ou, il est nécessaire de formuler de nouvelles propositions, ce qu'il pense être le champ spécifique et propice de l'Économie Solidaire. Caillé (ibid.) estime qu'en Amérique latine la plupart des emplois ne sont créés ni dans la sphère publique ni dans le privé, ce qui arrive aussi en Bulgarie, en Union soviétique et en Afrique. Dans ces conditions, il conclut que « la partie non-marchande et non publique de l'économie représentent environ 60% de la production mondiale ». Selon Caillé, si vous questionnez, au sein des familles et des relations entre amis, la nature et la forme des activités utilisées pour la reproduction de la vie, un grand nombre d'entre elles s'organisent hors des sphères publiques ou privées, et s'inscrivent dans des activités informelles.

Avec cela, Caillé (2003, p.65) indique la nécessité de penser l'ES comment une troisième approche, qui n'est ni le marché ni l'État, ni l'intention de les remplacer: "quelle est cette troisième logique? C'est là, la difficulté. C'est une logique hybride, c'est ce que nous avons pensé en France. "

Ainsi, l'auteur souligne la nécessité pour l'Economie Solidaire d'être considérée comme une nouvelle logique collective, dépassant les tendances qui, d'une part, cherchent à remplacer le marché capitaliste par le solidaire, et d'autre part, recherchent une coexistence sans éliminer l'État ou le marché. La « clé » pour l'auteur réside dans la nécessité de faire des alliances, de parvenir à un consensus sur cette lutte qui, pour lui, incarne la démocratie.

De la même façon, Laville (2001) ne limite pas l'Economie Sociale et Solidaire aux coopératives, mais l'étend à l'ensemble des pratiques qui peuvent contribuer à la conduite d'une société vers la démocratie et l'égalité. C'est, en effet, une des explications de l'ajout du mot «social» à celui de «solidarité», présent dans le débat français.

De telles pratiques sont comprises par Laville comme des pratiques de réciprocité, qui se manifestent par diverses initiatives, telles que : la création ou le maintien d'emplois, la production et la commercialisation collectives, la création de logements collectifs, d'épargnes et de crédits solidaires, le développement d'échanges non monétaires, de services collectifs de santé, d'un sentiment collectif de protection de l'environnement, l'instauration d'une sécurité alimentaire, d'un soutien à la création d'activités individuelles ou collectives, de nouveaux services, etc. Mais pour Laville, le principal problème est que ces préoccupations doivent être discutées dans la sphère publique et non dans celle privée, et ne peuvent être confondues, par exemple, avec des préoccupations liées à une économie domestique. L'auteur note que l'État doit reconnaître, soutenir et financer les travaux qui sont développés par l'ESS.

En ce sens, l'Economie Sociale et Solidaire est responsable, d'une part, d'un principe de réciprocité, et d'autre part, de ressources monétaires capables de garantir de bonnes (acceptables) conditions de vie pour toute la population d'une société. En d'autres termes, cette économie aurait pour fonction de connecter l'économique au social, avec le but de renforcer l'auto-organisation de la société civile, dans laquelle la démocratie a un rôle clé, idée pour laquelle on constate un certain consensus parmi les théoriciens qui comprennent l'ES comme une émancipation sociale, contrairement aux auteurs qui l'analysent sans importance sociale, comme on va le traiter dans la partie suivante.

2. L'AUTRE COTE DE LA CRITIQUE

D'une manière générale, les auteurs qui ne préconisent pas l'Economie Solidaire comme une possibilité d'émancipation sociale, révèlent que c'est une expérience non pertinente du point de vue de la transformation du système capitaliste. Castel (2005), par exemple, analyse que l'ES sert les ruses du capitalisme et permet encore l'exploitation d'une main-d'œuvre à bas coût. L'auteur estime que les expériences de l'ES correspondent à des tentatives de compensation avant la dégradation des conditions de travail des employés. Malgré le fait qu'elles soient des expériences d'aide bénévole et d'assistance sociale, elles ne résolvent pas la question de l'emploi et du chômage aujourd'hui.

Pour Castel (2005), la plupart des expériences de l'Economie Solidaire sont marquées par l'absence de sécurité de travail et par des conditions de précarité d'emploi. Par conséquent, elles sont loin d'être en mesure de rendre une politique de création d'emplois efficace.

Castel (2005, p.575) note que l'effet peut même être contraire à ce qui est voulu, c'est à dire que les entreprises de l'ES peuvent devenir des « sources d'emplois » exploitées par le capitalisme, aggravant plus encore la situation actuelle de l'exploitation du travail précaire. Il pointe donc comment de bonnes volontés peuvent aussi générer des effets pervers, à leur insu, et servir finalement ce qu'elles critiquent.

Dans ce sens, après l'observation et l'analyse d'études empiriques dans le cadre de l'ES, Quijano (1998) affirme que la plupart des entreprises nommées « autogérées », ont été lancées à partir des intérêts du capital lui-même ou de l'Etat. Elles ont été créées, au moins au Chili, lorsque d'autres entreprises étaient nationalisées par des gouvernements comme ceux d'Eduardo Frei et Salvador Allende. En outre, l'auteur note que ces expériences peuvent être lancées par des ONG, des universités et d'autres organismes, et que, par conséquent, il ne s'agit pas d'initiatives découlant d'une idéologie propre aux travailleurs ou aux mouvements sociaux organisés.

A partir de ce qu'il pense être un fait avéré, Quijano analyse que ces organisations solidaires ne vont pas résister aux difficultés financières du capital. Autrement dit, pour l'auteur, «l'indépendance de l'aide extérieure, des crédits et des financements, qui était leur tâche de naissance, est également un élément central de leur désintégration" (Quijano, 1998, p. 128).

De même que Quijano, l'auteur brésilien José Henrique de Faria (2009), en analysant différentes recherches de l'ES au Brésil, souligne que la plupart des travailleurs de cette économie ne s'unissent pas pour créer une alternative au capitalisme, mais pour remédier aux conditions et conséquences pratiques de l'inégalité du capital, comme le chômage. Selon Faria (2009), pour atteindre l'émancipation souhaitée par les théoriciens de l'ES, les travailleurs doivent cesser d'être des « sujets assistés », et devenir des « sujets qui peuvent organiser leurs expériences et leur vie » (Faria, 2009, p.177). L'auteur a également analysé que la plupart des entreprises ne sont pas créées par les travailleurs eux-mêmes, et que par ailleurs, beaucoup ne peuvent même pas rester sans soutien, ce qui mène à penser qu'ils ne gagnent pas leur autonomie à travers cette transformation. Ainsi, ils sont fragilisés face à l'audace et aux risques de la proposition.

Suite à ces réflexions, nous mettons en évidence les notes de Castel pour se demander si, précisément, les ressources mobilisées sont en mesure de faire face à la situation induite par le capital. Pour lui, la solution n'est pas de changer des « Services d'aide» ou des «services de proximité» en emplois possibles, comme par exemple, les services de soins pour les personnes âgées et les enfants, comme le propose, à son avis, l'Economie Solidaire. De ce point de vue, l'auteur analyse que l'Etat délaisse des services sociaux essentiels qui se retrouvent déployés et investis par des associations et des expériences de l'ES.

Castel reconnaît que certaines initiatives peuvent articuler la sphère publique et privée, et qu'elles peuvent aussi mobiliser des ressources monétaires et non monétaires, ce qui représente, au moins, un point positif. Cependant, l'auteur analyse qu'elles sont des initiatives peu visibles et incapables de dépasser le stade de l'expérimentation. L'auteur affirme qu'elles représentent des «déclarations d'intention» et non une politique avec un réel potentiel de transformation. Dans les mots de l'auteur, il s'agit d'un « souci pour promouvoir une économie solidaire, c'est-à-dire pour lier la question de l'emploi avec celle de la cohésion sociale, et pas seulement de créer des liens entre les personnes » (Castel, 2005, p.575).

Un autre point souligné par les auteurs présentés dans cette partie, fait référence aux difficultés de survie des valeurs de solidarité au sein de relations hégémoniques antagonistes. Castel (2005), par exemple, se demande si les discours de démocratie et d'autogestion sont efficaces en pratique, lorsqu'il s'agit de la solidarité des entreprises qui se développent au sein de la société capitaliste, car, elles le font en contradiction avec les valeurs de compétition et de domination environnantes, qui finissent tout de même par envahir ces expériences.

En ce sens, Quijano souligne la présence du salariat au sein des entreprises récupérées, des associations, etc., ce qui représente, pour lui, une logique capitaliste au sein de l'ES. Il note également la présence de communautés qui se disent démocratiques et communautaires, mais qui élisent des représentants pour l'administration et la gestion de leurs expériences. Pour Quijano, ce sont des formes de hiérarchie qui violent le principe de « l'égalité des sujets ». Ainsi, l'auteur conclut qu'en pratique, ces expériences sont des «organisations qui ne contrôlent pas les processus de production et ne représentent donc pas une économie alternative au capital» (ibid. p.133).

Quijano (1998) montre que sa recherche empirique lui a révélé des organisations qui n'ont pas produit de résultats positifs, même au niveau économique, du fait qu'elles ne tiennent pas compte des besoins matériels des travailleurs concernés, pas même sur le plan social, du fait que, ces derniers, participent à des «pratiques communautaires où il y a un individualisme très marqué » (Quijano, 1998, p.116). Dans sa recherche, Quijano dit qu'il n'a pas trouvé une forme d'organisation qui exprime la lutte contre le capitalisme, ou qui mette en application le discours de l'autogestion.

Cependant, l'auteur estime que l'économie solidaire est une initiative nécessaire pour faire face aux tendances actuelles en relation avec le capital-travail et à la concentration des ressources dans le monde entier. Il la considère comme un «produit des conditions d'exploitation actuelles par le capital », en particulier en Amérique Latine (Quijano, 1998, p.136).

Pour Quijano (ibid., 184), ces expériences sont cruciales pour l'Amérique Latine d'aujourd'hui, parce que: a) le travail salarié n'a jamais été universel, et, b) la société latino-américaine n'a jamais été «décolonisée, nationalisée ou entièrement démocratisée» et que, dans certains cas, il n'y a même pas d'«État-Nation» complet.

Ainsi, en Amérique Latine il y a toujours des structures parallèles à l'État, en relation de réciprocité et de complémentarité entre elles. Dans cette perspective, l'auteur comprend la validité de ces expériences, mais précise que l'on ne peut pas parler de révolution ou de transformation du mode de production capitaliste.

En résumé, la pensée de l'auteur est que les manifestations actuelles de l'Economie Solidaire ont pour but de trouver des solutions à la crise du capital, solutions nécessaires si on pense au déclin historique de ce système, principalement en Amérique Latine, et à tous les gens dont le capital se désintéresse (et exclut de fait). Cependant, ces possibilités et alternatives ne sont pas perçues comme des solutions de rechange au capitalisme, mais comme une nécessité face aux inégalités qu'il produit.

Toujours dans cette voie de réflexions critiques sur l'ES, Faria (2009) introduit un nouvel élément au débat : l'auteur attire l'attention sur ce qui a été créé autour et à partir de la polysémie de l'ES. Faria analyse l'immense diversité des expériences regroupées sous le même nom d'Economie Solidaire et oriente son analyse critique sur ce point.

Selon Faria (2009), le Secrétariat national de l'ES du gouvernement brésilien - SENAES, par exemple, inclut dans son « concept » des expériences complètement différentes et distinctes les unes des autres, comme les coopératives, les associations communautaires, les entreprises autogérées ou récupérées, les réseaux de production, de commerce et de consommation, ou encore les groupes informels de production dans des secteurs spécifiques, les clubs de troc, etc. Ainsi, le premier argument avancé par l'auteur est que l'ES est une conjonction des activités développées par des programmes gouvernementaux, et n'établit pas une théorie aux concepts rigoureux. En d'autres termes, l'ES peut être tout et rien à la fois, ce qui finit par ouvrir des espaces pour la critique, en reprenant le potentiel de certaines expériences qui peut vraiment faire sens et permettre des discussions de fond en offrant des exemples concrets. Ainsi, l'auteur propose de repenser les possibilités de l'ES en termes d'Organisations Sociales Productives, comme celles proposées ci-dessous.

3. LES ORGANISATIONS SOCIALES PRODUCTIVES

Faria ne dénigre pas l'économie solidaire et ses expériences, il met l'accent sur l'erreur conceptuelle de ce qu'il appelle l'*autogestion sociale*, qui serait une autogestion pleine/totale. Il trouve, cependant, que l'ES s'inscrit dans un champ qu'il nomme *autogestion partielle ou collectiviste*, qui gagne du terrain dans les failles du système capitaliste. L'auteur montre que les Organisations Sociales Productives (OSP) sont une source de confrontation avec le mode de production capitaliste, et non un système de remplacement, c'est-à-dire qu'elles existent par et pour cette opposition.

Ces OSP, à leur tour, ont des caractéristiques d'autogestion, mais, parce qu'elles se développent à l'intérieur du système capitaliste, elles ne peuvent pas être qualifiées de « pleines ». Faria note que le concept d'Organisations Sociales Productives cherche à faire des efforts pour construire de nouvelles relations de travail, reconnaissant toutefois des limites et des restrictions que le mode de production capitaliste impose à ces unités. Autrement dit, pour l'auteur, ce sont des « organisations avec des caractéristiques d'autogestion qui n'ont pas été consolidées comme des entreprises d'autogestion pleines, car pour cela, elles doivent développer un mode de production d'autogestion ou de l'autogestion sociale » (Faria, 2009, p.316).

Pour une meilleure compréhension, il est nécessaire de passer brièvement par un approfondissement de la définition de Faria (2009) du concept d'autogestion. Pour l'auteur, le noyau de ce concept est qu'il propose d'une part, de détruire la notion d'économie liée à un but lucratif, à l'exploitation et à la domination, et que, d'autre part, ce concept s'affirme contre l'idée d'une politique réservée à un nombre limité de politiciens. Ainsi, l'autogestion suggère que l'économie devrait avoir pour point de départ la notion de « ce qui est nécessaire pour produire la vie d'une communauté », sans division hiérarchique au sein des activités et avec une politique représentant tous les intérêts collectifs.

Faria (2009) souligne que la conception d'autogestion a une place dans la tradition anarchiste de Proudhon (1851), qui a proposé la construction d'une fédération d'unités sans gouvernement central, mais basées sur des communes autogérées - *socialisme mutuel et fédéral*. Cependant, le concept a pris une seule signification à partir de 1968, celle de « la gestion par soi-même » (Faria, *ibid.*, P.339).

L'auteur ajoute qu'en plus d'une perspective anarchiste (repris par les disciples de Proudhon et de Fourier, entre autres), ce concept en a une autre, marxiste. Marx, quant à lui, n'a jamais utilisé le terme d'autogestion, malgré le contexte historique dans lequel il vivait à l'époque de ses écrits, où les coopératives de production naissaient. Certains marxistes, en critiquant les sociétés capitalistes, ont déjà adopté le terme d'*autogestion sociale*, en se référant à une « gestion collectiviste et démocratique des projets de luttes quotidiennes de la société » (Faria, *ibid.* P.342).

Faria (2009) décrit que toutes les expériences d'autogestion sociale ont finalement échoué (Soviets en Russie, révolution espagnole, grèves en Italie et en France - «comités unitaires de base », tentative d'autogestion en Algérie et en Tchécoslovaquie, et révolution des œillets au Portugal en 1974). Après ces expériences, et jusque dans les années 90, l'auteur souligne que personne n'a plus entendu parler de l'autogestion. C'est avec l'Economie Solidaire que le terme est réapparu, représentant les organisations des travailleurs autonomes au sein du capitalisme, apportant une nouvelle façon de gérer des projets sans pour autant sauver l'histoire par une transformation complète de la société, comme les partisans de l'autogestion l'ont proposée et espérée. C'est en prenant en compte les perspectives de ces diverses expériences, que l'auteur a préféré parler des OSP en termes d'*autogestion partielle*.

La notion d'autogestion partielle, bien qu'elle semble similaire à celle des entreprises solidaires proposée par Gaiger, présente des différences soulignées par Faria (2009) : les OSP concernent seulement des organisations d'unités de production, ayant comme principaux objectifs, la production des conditions matérielles de survie et la gestion collectiviste du travail au niveau d'une unité de production.

Elles ne se réfèrent pas à toutes les coopératives et associations existantes, mais elles se différencient par leurs caractéristiques d'autogestion partielle en termes d'unités de production (comme les kibboutzim collectifs démocratiques des travailleurs sous leur propre contrôle, entre autres). Faria se reporte également à ces expériences comme étant en mesure d'unir les travailleurs autour d'un projet social commun et pas uniquement de nature économique.

L'auteur souligne que l'autogestion, même partielle, ne peut être réduite à la création d'emplois ou à un statut juridique. Il définit au moins trois déterminations de la notion d'autogestion partielle: (i) surmonter la division du travail qui distingue les décideurs et les exécutés de façon hiérarchique, en ce qui concerne des activités collectives organisées ; (ii) permettre l'autonomie de décision de chaque unité d'activité ; (iii) permettre l'amélioration de la participation des personnes dans toutes les sphères de l'organisation, ce qui nécessite une large participation (technique, de gestion et de formation). Avec cela, les OSP veulent au moins interagir directement dans les rapports de pouvoir entre les travailleurs et au sein du processus économique interne, même en restant au sein d'un système capitaliste.

Il est important de noter que même pour ces Organisations Sociales Productives, la question principale reste centrée sur la contradiction induite par le maintien des caractéristiques de l'autogestion partielle dans le système capitaliste. Cependant, Faria (2009) constate que, tout en reconnaissant les difficultés, on doit comprendre que les OSP ont une logique spécifique et qu'elles n'ont pas l'intention de contester le terrain du capital, car elles en sont justement sa contradiction (on pourrait dire autrement qu'elles n'existent que par leur position contestataire).

La principale question n'est donc pas de savoir si les OSP peuvent ou non transformer la société capitaliste, mais quelles sont les avancées et les particularités qu'elles indiquent par leurs contradictions. Parmi les difficultés, Faria note que les principales sont de construire de nouveaux modes de vie, et, de pratiquer la consommation solidaire malgré les nombreuses attractions de la société capitaliste. Ceci, avec la priorité d'une production de valeurs d'usage qui répondent aux besoins humains et à la construction d'un projet collectif de vie.

Faria (2009) étend cette discussion en disant que c'est parce qu'il est toujours possible de travailler dans ces domaines, que les pratiques des OSP n'ont pas été exploitées par le grand capital, soit parce qu'elles ne nécessitent pas de grandes compétences, soit parce qu'elles sont des zones de faibles productivité et rentabilité (ibid, p.331). Les coopératives de matériaux recyclés, de couture, etc. en sont de bons exemples.

Ainsi, on note que Faria développe une critique sur l'imprécision conceptuelle de l'Economie Solidaire, car, pour lui, il est nécessaire de revoir ce concept en référence à des principes et des organisations que ces expériences pratiques établissent et effectuent vraiment, sans les généraliser, ni prétendre à des dimensions qu'elles ne peuvent atteindre.

CONCLUSIONS

En analysant les différentes théories entourant l'Economie Solidaire, on constate qu'il existe un groupe qui la comprend comme un phénomène éphémère, fondé sur les besoins et les failles du capital, sans grandes possibilités de changement des pratiques sociales, c'est-à-dire dans la vie quotidienne et à l'intérieur des entreprises solidaires, comme dans le cœur des rapports sociaux de domination entre la société, le marché et l'Etat. Ce groupe indique, avant tout, comment l'Economie Solidaire peut servir au néolibéralisme.

D'autre part, parmi les auteurs qui analysent l'Economie Solidaire comme une possibilité d'émancipation sociale, il y a : a) ceux qui sont plus « créateurs » et enthousiastes, et qui voient l'ES comme la possibilité de construire une société socialiste ; b) ceux qui voient l'ES comme un ensemble de manifestations larges et diversifiées, capables de permettre l'autonomie aux travailleurs, au moins dans le contexte de pratiques sociales « reconstruites », malgré les conflits et les difficultés ; c) les personnes les plus critiques, qui tiennent compte de ces possibilités d'évolution dans la relation entre les aspects économiques et sociaux, mais indiquent la nécessité d'être prudent dans leur catégorisation. Ces diverses façons de traiter l'ES sont situées à des stades différents du processus de développement de l'Economie Solidaire, et, coexistent.

En faisant cette reprise théorique, il est évident que l'ES, en particulier si elle est comprise comme un mouvement social qui exige l'engagement et la lutte de ses membres, présente des cas de résistance des travailleurs et des organisations sociales locales qui ne peuvent pas être négligés. Cette résistance se caractérise par le refus de perdre son emploi, comme dans les cas des usines récupérées en Amérique latine, par la capacité d'agir des ouvriers dans les entreprises solidaires, par la possibilité de créer des formes d'intégration sociale fondées sur la solidarité des travailleurs, par la capacité de remettre en question la consommation, de renforcer l'utilisation des technologies alternatives, ou encore, de renforcer le développement local.

Mais, en tenant compte des critiques émises et en dépit d'indiquer des avancées concrètes, l'article a montré clairement que l'ES n'est pas une manifestation qui mènera à la transformation de la société capitaliste en une société autogérée, comme l'ont proclamée des auteurs comme Paul Singer et d'autres créateurs de l'ES. En effet, nous avons constaté que les valeurs et les idéologies de la société capitaliste progressent dans les organisations solidaires et les mettent au défi de les surmonter.

Ajouté à cela, l'article révèle l'importance de mieux définir et caractériser ce qui devrait ou ne devrait pas être appelé Economie Solidaire. On a vu qu'il existait une définition générale des entreprises solidaires, qui comprenait aussi bien différents types de coopératives (services, commercialisation, consommation, crédit, etc.), que les groupes informels et les associations engagés dans des activités diverses, y compris des activités philanthropiques, au-delà des groupes de troc. Ce mouvement a gagné du terrain, principalement dans la construction des programmes gouvernementaux, qui ont tenu compte de certaines pratiques, mais qui ne correspondaient pas réellement aux propositions et aux principes de solidarité et de démocratie.

Ainsi, l'article conclut qu'en revisitant les catégorisations des Organisations Sociales Productives, l'ES peut être considérée, en même temps, comme émancipatrice et comme reproduisant des valeurs et pratiques qu'elle critique. Elle est donc une contradiction en elle-même, avec les aspects positifs et négatifs qu'implique cette double lecture. Il s'agit d'une manifestation, avec les caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux, qui font face aux difficultés de vivre dans le système capitaliste, mais qui proposent aussi des alternatives qui méritent d'être étudiées et évaluées, en particulier du point de vue social et non uniquement économique.

Ainsi, il est crucial d'analyser les points forts et les difficultés des Organisations Sociales Productives de l'Economie Solidaire qui construisent des propositions collectives de travail, avec une relation entre la génération de revenus, la démocratie et la résistance. Il appartient donc aux chercheurs de continuer à travailler sur ces pratiques afin d'identifier comment elles peuvent maintenir leurs caractéristiques d'autogestion partielle, face aux contradictions, aux tensions et aux conflits suscités par la société capitaliste et l'État néolibéral. Ces recherches permettent de contribuer à l'évolution de l'ES et de lui offrir, peut être, des possibilités d'élargissement de ses réseaux et pratiques, au milieu d'une société où l'inégalité et l'exclusion sont « un pain quotidien ».

BIBLIOGRAPHIE

- CAILLÉ, Alain. Dádiva, Cidadania e Democracia. In MEDEIROS, Alzira; MARTINS, Paulo Henrique. Economia Popular e Solidária: desafios teóricos e práticos. Recife: Bagaço, 2003.
- CASTEL, Robert. As metamorfoses da questão social – uma crônica do salário. Petrópolis: editora Vozes, 2005. 4ed.
- CORAGGIO, José Luis. Da economia dos setores populares à economia do trabalho. In KRAYCHETE, Gabriel; LARA, Francisco; COSTA, Beatriz. Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia. Petrópolis: Editora Vozes, 2000. p.91-131.
- _____. Economia do trabalho. In CATTANI, Antonio David. A outra economia. Porto Alegre: Veraz Editores, 2003. p.88 - 96
- FARIA, José Henrique de. Gestão Participativa: relações de poder e de trabalho nas organizações. São Paulo: Editora Atlas S.A, 2009.
- FRANÇA FILHO, Genauto; LAVILLE, Jean Louis. Economia Solidária: Uma abordagem internacional. Porto Alegre: Editora da UFRGS. 2004.
- GAIGER, Luís Inácio. Sentidos e possibilidades da economia solidária hoje. In KRAYCHETE, Gabriel; LARA, Francisco; COSTA, Beatriz. Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia. Petrópolis: Editora Vozes, 2000. p.167-190.
- _____. A Economia Solidária diante do Modo de Produção Capitalista. In Caderno CRH. n. 39, Salvador, 2003, p.181-211.
- GAIGER, Luís Inácio (org.). Sentidos e Experiências da Economia Solidária no Brasil. Porto Alegre: Editora da UFRGS, 2004.
- GUIMARÃES, Gonçalo. Incubadoras Tecnológicas de Cooperativas Populares: contribuição para um modelo alternativo de geração de trabalho e renda. In SINGER, Paul; SOUZA, André Ricardo de. (orgs). A Economia Solidária no Brasil: autogestão como resposta ao desemprego. São Paulo: Contexto, 2000. p. 111-123.
- LAVILLE, Jean-Louis. L'Économie solidaire: une perspective internationale. Paris: Descée de Brouwer, 1994.
- LAVILLE, Jean-Louis. CAILLÉ, Allan. Association, démocratie et société civile. Paris : La Découvert, 2001.
- LAVILLE, Jean Louis. FRANÇA, Genauto Carvalho da; MAGNEN, Jean-Philippe. Action publique et économie solidaire : une perspective internationale. Toulouse : Éditions érès, 2005.
- LECHAT, Noelle Marie Paule. Trajetórias intelectuais e o campo da Economia Solidária no Brasil. Tese de Doutorado. Campinas: UNICAMP, 2004.
- LIMA, Jacob Carlos. Cooperativas, trabalho associado, autogestão e Economia solidária: a constituição do campo de pesquisa no Brasil. In GEORGES, Isabel. P. H. LEITE, Marcia Paula. (orgs). Novas configurações do trabalho e Economia Solidária. São Paulo: AnnaBlume, 2012.
- QUIJANO, Aníbal. La Economía Popular y sus caminos en La America Latina. Mosca Azul Editores, 1998.
- SINGER, Paul. Uma utopia militante: repensando o socialismo. Petrópolis: Vozes, 2000 (a). 2 ed.
- _____. Economia Socialista. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo, 2000 (b).
- _____. Introdução a Economia Solidária. São Paulo: Fundação Perseu Abramo, 2002.
- _____. Economia Solidária. In CATTANI, Antonio David. A outra economia. Porto Alegre: Veraz Editores, 2003. p.116 – 125.